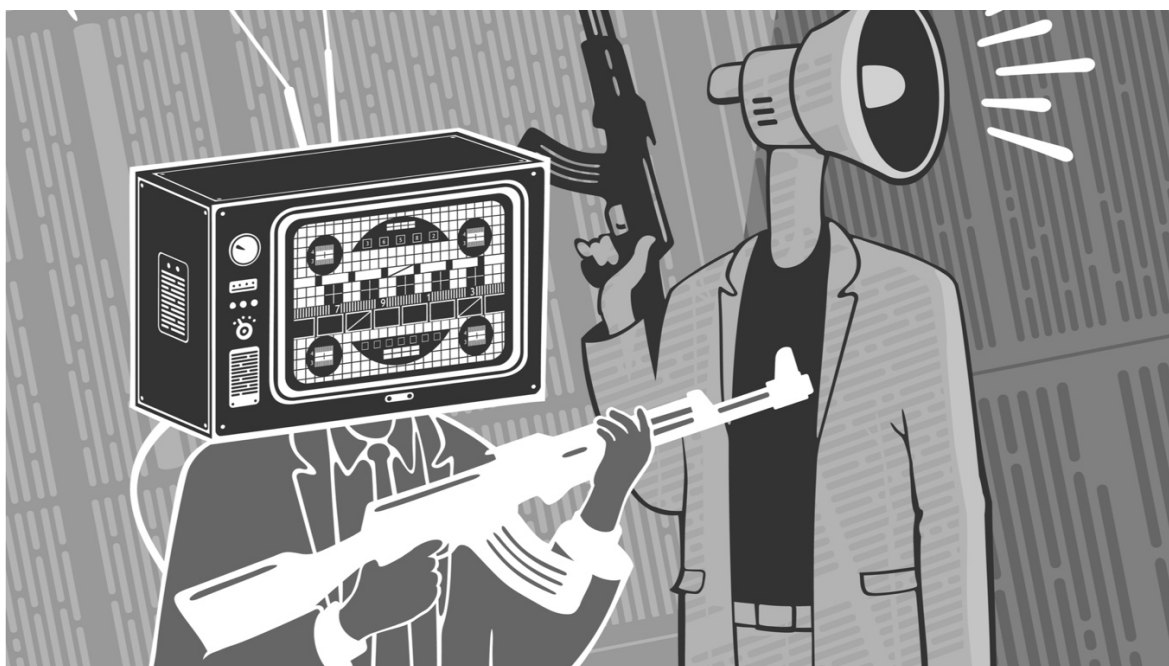


Mémoire de Master 1

**La Moldavie : à l'épreuve de la guerre informationnelle entre l'UE et la
Russie**



Soutenu par Alice MAESO

Sous la direction de M. Maxime AUDINET

Université Paris-Nanterre
UFR L.C.E.

Master Études Européennes et Internationales
Parcours Études russes et post-soviétiques
Année universitaire 2024-2025

Remerciements

Je tiens avant tout à remercier mon directeur de recherche, Maxime Audinet, pour sa disponibilité et parce qu'il a su guider ma réflexion tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

Mes remerciements se dirigent aussi tout naturellement vers l'ensemble du corps enseignant du Master « études russes et post-soviétiques », pour la richesse des enseignements dispensés durant cette première année, qui ont largement nourri ma réflexion.

Je souhaite aussi remercier chaleureusement l'ensemble de l'équipe de l'ONG Riga Media Hub, qui m'a offert un cadre idéal pour rédiger ce mémoire tout en effectuant un stage particulièrement enrichissant qui m'a permis de mieux appréhender les dynamiques médiatiques à l'œuvre dans l'espace post-soviétique.

Enfin, je remercie ma camarade Zoé Béraud avec qui j'ai partagé non seulement ce stage, mais aussi nos doutes et nos réflexions respectives tout au long de nos recherches.

Acronymes

UE : Union européenne

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

PEV : Politique européenne de voisinage

UEEA : Union économique eurasiatique

SEAE : Service européen pour l'action extérieure

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

DCFTA : Accord de libre-échange complet et approfondi

OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

PAS : Parti action et solidarité

USAID : Agence des États-Unis pour le développement international

GIZ : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

Table des matières

Remerciements.....	2
Acronymes.....	3
Table des matières.....	4
Introduction.....	5
Partie 1 : État de la littérature – approche théorique et contextuelle de la guerre de l'information entre l'UE et la Russie en Moldavie	14
Chapitre 1 : L'Union européenne : de la puissance normative à la résilience informationnelle...14	
I- La puissance normative de l'Union européenne.....	14
II- Les limites de ce caractère normatif : une influence contestée et fragilisée.....	15
III- Vers une stratégie européenne de résilience informationnelle.....	18
IV- L'Union européenne en Moldavie : une puissance transformatrice.....	21
Chapitre 2 : Stratégies et mécanismes de déstabilisation russe en Moldavie.....25	
I- Un soft power russe aux ressources fortes mais aux usages ambivalents.....	26
II- Les médias russes en Moldavie.....	28
III- Typologie des actions informationnelles russes contre la Moldavie.....	30
Chapitre 3 : La Moldavie : entre deux mondes.....33	
I- Le retard de la Moldavie en termes de sécurité informationnelle.....	35
II- Moyens pris par le pays pour lutter contre sa faiblesse informationnelle.....	37
Partie 2 :	41
Chapitre 4 : Récits et acteurs stratégiques utilisés en Moldavie par la Russie.....42	
I- Typologie des récits russes en Moldavie.....	42
II- Les acteurs d'influence russe en Moldavie.....	44
Chapitre 5 : Récits et acteurs d'influence principaux de l'UE en République de Moldavie.....48	
I- Les récits d'influence de l'UE en Moldavie entre soft power normatif et logiques d'influence.....	48
II- Les acteurs d'influence de l'UE en Moldavie.....	50
Chapitre 6 : Axes de recherches.....54	
Conclusion.....	56
Bibliographie.....	58

Introduction

Dans les années 60, Evgeny Messner, un officier de la Russie impériale exilé en Occident qui a œuvré pour la propagande de Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale, décrit l'avènement prochain d'un nouveau type de guerre, qui aura pour objectif principal d'affaiblir la volonté politique de l'ennemi en influençant l'âme de sa population : « Dans les guerres précédentes, la conquête du territoire était considérée comme le plus important. Désormais, il s'agira de la conquête des esprits dans l'État ennemi ». Aux trois dimensions traditionnelles de la guerre (terre, mer, air), il convient à ses yeux d'en ajouter une quatrième : la « psyché des nations combattantes ». En 1971, il définit en conséquence « la guerre de subversion » (*мятежевойна*) comme « une guerre psychologique visant à conquérir l'esprit et l'âme des gens ».

L'idée que les États-Unis ont gagné la guerre froide en lançant une attaque informationnelle contre l'URSS est également défendue par Igor Nikolaevich Panarin, ancien doyen de l'école des diplomates étrangers du ministère russe des Affaires étrangères et principal théoricien russe de la guerre de l'information (*информационная война*), qu'il définit comme « un type de confrontation fondé sur le recours à des méthodes spéciales (politiques, économiques, diplomatiques, militaires et autres) pour influencer l'environnement informationnel de l'ennemi tout en protégeant le sien ». Avec un autre théoricien russe de la guerre de l'information, Sergey Rastorguev, il considère que les États-Unis demeurent depuis 1991 l'ennemi principal de la Russie, et souligne la nécessité d'élaborer une « stratégie de défense psychologique pour prévenir ou neutraliser les tentatives de contrôle de la psyché de la société russe ». Cette perception d'une attaque informationnelle et psychologique des États-Unis contre la Russie

contribue très tôt à la mise en œuvre d'une doctrine informationnelle défensive visant à se protéger et à maintenir son influence. Et cela passe notamment par maintenir une influence dans les États que la Russie considère comme son « étranger proche » contre les États-Unis et ses alliés, autrement dit, « l'Occident collectif ».

Des années plus tard, nous pouvons observer cette concurrence russo-occidentale dans de nombreux pays de l'espace post-soviétique. C'est notamment le cas en Moldavie, un des théâtres les plus importants de cette confrontation depuis l'annexion de la Crimée en 2014.

Dans ce contexte hostile sur le sol européen, l'Union européenne est propulsée au centre de la concurrence russe contre l'Occident.

Historiquement conçue comme un projet de paix interne, visant à fonder sa puissance sur des normes partagées et une convergence économique et juridique, l'UE s'inscrit désormais dans une logique de protection contre des menaces extérieures. Le discours d'Ursula von der Leyen devant le Parlement européen le 1^{er} mars 2022 en est symptomatique : « L'Ukraine appartient à notre famille. Nous avons entendu leur appel clair à adhérer à l'Union européenne. Aujourd'hui, plus que jamais, l'Ukraine doit pouvoir compter sur nous. Ce que nous voyons, ce n'est pas seulement une guerre contre l'Ukraine. C'est une guerre contre notre Union, contre nos valeurs, contre notre manière de vivre. Et nous devons montrer la force qui est la nôtre. », elle pose ainsi les bases d'une vision civilisationnelle et géopolitique de l'Europe. Les Européens sont donc forcés à repenser la notion de convergence de l'Union européenne, à reconnaître que l'intégration européenne a aussi une dimension géopolitique et que cette intégration constitue un moyen de défendre un certain modèle politique et des valeurs contre l'autoritarisme. Ainsi,

deux blocs d'influence clairs se sont révélés après 2014 et se sont renforcés après février 2022. D'un côté l'UE qui défend des valeurs démocratiques, la coopération multilatérale et le respect des droits de l'Homme et de l'autre la Russie qui s'inscrit dans une logique de puissance fondée sur la souveraineté, la contestation de l'ordre international libéral et défend un certain conservatisme.

Grâce aux technologies modernes, la mondialisation facilite la prolifération de contenus massifs, de plus en plus diffusés via Internet. Le monde contemporain se caractérise par la promotion de valeurs et de principes spécifiques : démocratie libérale (occidentale), conservatisme (Russie), communisme (Chine), etc. Cet aspect a un impact crucial sur la politique mondiale et la reconfiguration de l'ordre mondial (KISSINGER, 2015). Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les contradictions, la concurrence et la confrontation entre les centres de pouvoirs mondiaux deviennent plus évidentes entre la Russie et l'Occident.

Ainsi, nous assistons depuis quelques années à une renaissance de la guerre idéologique entre les centres de pouvoir, à une transition d'un ordre mondial unipolaire à un ordre mondial multipolaire. Et c'est le phénomène de guerre hybride, qui désigne une confrontation fondée sur l'utilisation de l'information (en réalité, la désinformation), qui recouvre également les guerres idéologiques mondiales. Les petits pays, comme la Moldavie, peuvent être un champ de bataille et une victime de cette confrontation entre les grands acteurs géopolitiques mondiaux et régionaux.

Cependant, ce processus se heurte à une fragmentation politique interne et à une société divisée entre aspirations européennes et nostalgie de la proximité russe.

De ce fait, située à la croisée des chemins, la Moldavie incarne les tensions géopolitiques entre l'Est et l'Ouest. Héritière en partie de la Bessarabie, annexée par l'Empire russe en 1812, rattachée à la Roumanie en 1918, puis intégrée à l'URSS en 1940, elle a constamment été tiraillée entre l'influence du monde occidental et du « monde russe » (русский мир).

Depuis son indépendance en 1991, ce tiraillement persiste : la Moldavie a progressivement développé des liens étroits avec l'UE, dans le but de se rapprocher des standards européens sur le plan politique, économique et institutionnel. Ce rapprochement s'est intensifié au fil des années, jusqu'à faire de l'adhésion à l'UE un objectif stratégique national. En 2003, l'Union européenne lance la Politique européenne de voisinage (PEV), à laquelle la Moldavie est intégrée. En 2005, un Plan d'action UE–Moldavie est adopté, visant à promouvoir la démocratie, l'État de droit, les réformes économiques et la bonne gouvernance. La Moldavie devient en 2009 membre du Partenariat oriental, une initiative de l'UE visant à renforcer ses relations avec six pays d'Europe de l'Est. C'est dans ce cadre que débutent les négociations pour un Accord d'association, signé en 2014. Cet accord marque un tournant : il inclut une Zone de libre-échange approfondie et complète (DCFTA), qui permet une intégration économique poussée. La même année, l'UE supprime l'obligation de visa pour les citoyens moldaves voyageant dans l'espace Schengen, ce qui renforce les échanges humains et commerciaux.

Avec l'entrée en vigueur de l'Accord d'association, la Moldavie entame une série de réformes économiques, judiciaires et institutionnelles, accompagnées financièrement par l'UE. Cette dernière devient le principal partenaire commercial de la Moldavie, représentant plus de 60 % de ses exportations. L'UE

soutient également le développement rural, la lutte contre la corruption, l'amélioration de la gouvernance et la modernisation des infrastructures publiques.

En juin 2022, dans le contexte géopolitique bouleversé par la guerre en Ukraine, l'Union européenne accorde à la Moldavie le statut de pays candidat à l'adhésion. Ce statut marque une nouvelle étape vers une intégration complète.

Les négociations d'adhésion sont officiellement ouvertes en juin 2024. Pour accompagner cette transition, la Commission européenne lance un plan de croissance pour la Moldavie, doté de 1,8 milliard d'euros pour la période 2025–2027. Ce plan vise à soutenir les réformes, à renforcer l'État de droit, à moderniser l'économie et à améliorer les infrastructures.

Ainsi, bien que la Russie ait longtemps été un acteur central dans la politique, l'économie et la sécurité moldaves, cette influence a progressivement reculé au profit de l'Union européenne, notamment depuis 2014. Cependant, la Russie continue d'exercer une forte influence politique, économique et militaire en Moldavie même après son indépendance. L'événement clé de cette période est la guerre de Transnistrie en 1992, une région séparatiste pro-russe à l'est du pays. La Russie y intervient en faveur des séparatistes et y stationne toujours aujourd'hui des troupes dites de "maintien de la paix", en dépit de l'opposition de Chişinău.

Pendant les années 1990, la Russie reste un partenaire commercial majeur pour la Moldavie, notamment dans les secteurs énergétique et agricole. Durant les années 2000, les liens économiques restent forts. La Moldavie dépend largement des importations de gaz russe via Gazprom et ses exportations agricoles vers le marché russe. Mais les relations deviennent plus tendues à mesure que Chişinău

cherche à se rapprocher de l'Union européenne. À plusieurs reprises, la Russie utilise des sanctions économiques pour faire pression. Simultanément, la Moldavie voit une partie importante de sa main-d'œuvre émigrée (plus de 500 000 personnes) travailler en Russie, contribuant à son économie via les transferts de fonds.

L'année 2014 marque un tournant : la Moldavie signe un Accord d'association avec l'UE, au grand mécontentement de Moscou. En représailles, la Russie impose de nouvelles sanctions commerciales à la Moldavie. Malgré cela, la Moldavie tente de maintenir un équilibre. Certains dirigeants comme Igor Dodon (président moldave de 2016 à 2020) affichent un fort soutien à la Russie, plaidant pour une coopération renforcée avec l'Union économique eurasiatique (UEEA), où la Moldavie obtient un statut d'observateur en 2017.

Avec l'élection de Maia Sandu à la présidence en 2020, puis d'un gouvernement pro-européen, la Moldavie opère une réorientation géopolitique claire vers l'Occident. Les relations avec la Russie se détériorent davantage dans le contexte de la guerre en Ukraine : d'abord, en 2022, la Moldavie condamne l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les cyberattaques, campagnes de désinformation et tentatives de déstabilisation internes sont attribuées à Moscou. Et le petit pays diminue fortement sa dépendance au gaz russe en diversifiant ses sources, notamment via la Roumanie. Mais malgré les tensions, la Russie conserve une influence indirecte par le conflit gelé en Transnistrie, par la présence de partis pro-russes en Moldavie et par des liens économiques résiduels.

Cette rivalité d'influence entre l'UE et la Russie sur le territoire de la Moldavie crée une importante guerre de l'information, destinée à conquérir le positionnement politique de la société moldave. Afin de comprendre ce que

représente pour chacun des partis la vision contemporaine de cette « guerre de l'information » il convient de la définir.

Ni la Russie, ni l'Union européenne n'a une définition codifiée unique dans un seul texte de loi, cependant, plusieurs documents en donnent une vision cohérente. Sur la page officielle du Conseil de la Fédération de Russie (le Sénat russe), il est écrit que « la guerre de l'information est une guerre sans règles, une guerre sans destruction visible et parfois même sans adversaire clairement défini. La variété des méthodes utilisées est infinie et le principal danger est que l'impact sur un individu peut passer inaperçu pendant longtemps. En outre, l'une des principales caractéristiques de la guerre de l'information est la possibilité de « capturer » à plusieurs reprises le même public sans que celui-ci ne soit clairement conscient du fait de la « capture » ». Tandis que la doctrine militaire de la Fédération de Russie de 2014 déclare que « La guerre de l'information est l'ensemble des actions visant à obtenir la supériorité dans le domaine de l'information en influençant l'information, les systèmes d'information et les infrastructures, ainsi que l'opinion publique, pour affaiblir la capacité militaire, politique, économique ou psychologique de l'ennemi. »

L'Union européenne, quant à elle, tient une définition sur le site du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) : « La guerre de l'information désigne l'utilisation coordonnée de la manipulation de l'information, notamment par des campagnes de désinformation, en tant que moyen de pression stratégique, souvent menée par des acteurs étatiques ou non-étatiques, pour saper les valeurs démocratiques, diviser les sociétés ou influencer les processus politiques. »

Et le plan d'action contre la désinformation de 2018 de la Commission européenne, déclare quant à lui que « La désinformation fait partie d'une stratégie

plus large de guerre de l'information, qui implique la diffusion intentionnelle et coordonnée de contenus trompeurs visant à nuire aux institutions démocratiques, à semer la discorde sociale, et à déstabiliser les sociétés. ». Ces conceptions illustrent clairement les approches opposées adoptées par la Russie et l'Union européenne en matière de guerre de l'information. Si la Russie la perçoit comme une arme stratégique de puissance, à la fois pour protéger sa souveraineté et pour affaiblir ses adversaires, l'UE la conçoit avant tout comme une menace à contrer, mettant l'accent sur la résilience démocratique et la lutte contre la manipulation de masse.

Et s'ils ont des visions divergentes de la guerre de l'information, leurs stratégies, moyens et discours seront eux aussi fondamentalement différents. On qualifie la doctrine russe de « diplomatie coercitive », et la stratégie de l'UE de « résilience médiatique ».

Cette polarisation a été particulièrement visible lors des élections présidentielles de fin 2024 en Moldavie, qui ont servi de catalyseur à une intensification des stratégies de désinformation. Des acteurs pro-russes ont redoublé d'efforts pour influencer l'opinion publique, exploitant les clivages socio-politiques et remettant en cause la légitimité du processus électoral. Ces événements confirment l'importance croissante de la guerre de l'information dans la dynamique géopolitique moldave.

Dès lors, il apparaît essentiel de ne pas se contenter de réagir aux offensives informationnelles, mais de penser de manière stratégique à la façon d'y répondre. Comme l'écrit Mark Galeotti dans *The Weaponisation of Everything* : « En géopolitique, chacun est intéressé, rarement entièrement bon ou mauvais, mais

diversement laid {...} qu'on le veuille ou non, c'est une façon dont le monde pourrait évoluer : il nous incombe simplement d'y réfléchir maintenant. C'est très bien de se plaindre de la façon dont d'autres puissances, plus intelligentes, plus agiles et plus impitoyables, peuvent utiliser ces instruments contre nous, mais si nous ne faisons que réagir, nous passerons notre temps à nous plaindre. Après tout, rien n'est plus puissant lorsqu'il est utilisé comme arme que l'intellect et l'imagination ».

Ce mémoire s'inscrit avant tout comme une première étape de réflexion, un travail préliminaire destiné à poser les bases théoriques et analytiques du sujet. Il a vocation à être prolongé, au cours de la deuxième année, par une enquête empirique de plus grande ampleur, permettant d'explorer de manière plus concrète et détaillée les dynamiques abordées ici.

Partie 1 : État de la littérature : approche théorique et contextuelle de la guerre de l'information entre l'UE et la Russie en Moldavie

Chapitre 1 : l'Union européenne : de la puissance normative à la résilience informationnelle.

I- La puissance normative de l'Union européenne

La notion de puissance de l'Union européenne a donné lieu à une abondante littérature, particulièrement depuis la fin de la guerre froide, période au cours de laquelle l'UE s'est progressivement affirmée comme un acteur influent dans son voisinage. Plusieurs travaux ont cherché à qualifier la nature de cette influence, en particulier à travers les concepts de *soft power* (Nye 1990), de *puissance normative* (Manners 2002, 2009) ou encore de *puissance transformatrice* (Grabbe 2004). Ces approches ont mis en lumière la capacité de l'Union à projeter ses valeurs et à induire des réformes dans les États voisins, en particulier ceux désireux de se rapprocher d'elle.

Dans cette perspective, l'UE a souvent été analysée comme une puissance fondée sur la diffusion de normes et sur l'attractivité de son modèle, plutôt que sur la contrainte ou la coercition. La mise en œuvre de la Politique européenne de voisinage (PEV) a constitué un levier central de cette influence normative et transformatrice.

Le concept de *puissance normative*, tel que formulé par Ian Manners (2002), a particulièrement structuré les débats académiques. Il repose sur l'idée que l'UE cherche à définir la « normalité » dans les relations internationales à travers la diffusion de normes universelles, comme les droits de l'homme, l'État de droit, la

démocratie ou encore le développement durable. Manners insiste sur le rôle central des normes juridiques, considérées comme constitutives de l'identité de l'UE, en raison de son histoire, de sa nature institutionnelle hybride et de sa construction juridique. Dans ses travaux ultérieurs, il souligne le caractère idéal du pouvoir européen, qui s'exerce par l'argumentation, la persuasion ou encore la dénonciation, et non par des moyens matériels ou coercitifs.

D'autres auteurs, tels que Henry et Mișcoiu, s'inscrivent dans cette lecture en analysant la gouvernance européenne comme un mode de diffusion de normes démocratiques par des instruments non-contraignants, tel que des accords d'association, une conditionnalité financière, un soutien aux réformes ou à la société civile. Dans cette optique, l'UE serait davantage une puissance d'attraction qu'un acteur imposant.

Cet ensemble de travaux contribue à fonder une lecture de l'UE comme puissance informationnelle, au sens où elle mobilise principalement des outils de diffusion normative, de communication stratégique et d'influence idéale pour façonner les perceptions, les préférences et les comportements des acteurs externes. Dans ce contexte, la présente section vise ainsi à explorer les fondements théoriques et les interprétations de cette forme particulière de pouvoir exercée par l'UE, en s'appuyant sur les contributions majeures de la littérature scientifique.

II- Les limites de ce caractère normatif : une influence contestée et fragilisée

Si la notion de « puissance normative » a permis de mettre en lumière

l'originalité de l'Union européenne en tant qu'acteur international, elle a également suscité un ensemble de critiques portant sur la portée réelle de cette influence. Plusieurs auteurs soulignent que la théorisation de l'UE comme acteur fondé sur la diffusion des normes tend à occulter ses faiblesses stratégiques et ses échecs opérationnels. Ce cadre interprétatif a parfois été repris de manière trop optimiste par des responsables européens eux-mêmes, donnant lieu à un discours auto justificateur, insuffisamment attentif aux résistances locales ou aux logiques concurrentes.

Whitman (2013) met en garde contre le risque de surestimation de l'impact de l'UE, notamment dans des contextes où son attractivité économique diminue, par exemple à la suite des crises financières, ou lorsque son unité politique est fragilisée, comme cela a été le cas avec le Brexit. Par ailleurs, comme le rappelle Nielsen (2013), l'exercice du « soft power » suppose une stratégie cohérente et des objectifs clairement définis, conditions qui ont souvent fait défaut dans l'action extérieure européenne.

La révision de la Politique européenne de voisinage (PEV), amorcée en 2014, a confirmé ces limites. En 2015, Federica Mogherini et Johannes Hahn ont reconnu la nécessité pour l'UE d'adapter son approche aux attentes diverses des partenaires à l'est et au sud. Cette autocritique institutionnelle a mis en lumière non seulement les failles de la PEV elle-même, mais aussi les présupposés idéalisés sur l'attrait naturel du modèle européen pour les pays voisins (Koenig 2016).

La crise ukrainienne de 2013 constitue à cet égard un tournant. Le refus du président Ianoukovitch de signer l'accord d'association avec l'UE a provoqué une mobilisation populaire massive, mais il a aussi mis en évidence les limites du pouvoir d'attraction de l'Union (Maniokas et Zeruolis 2014).

L'UE s'est trouvée impuissante face à un jeu d'acteurs dans lequel son influence normative ne suffisait plus à garantir une orientation pro-européenne.

Romanova (2016) souligne que cette crise a révélé une surestimation persistante de l'attractivité du modèle européen.

Dans le même temps, la Russie a réagi par une stratégie offensive, interprétant tout rapprochement avec l'UE comme une perte stratégique. Cette lecture de type *jeu à somme nulle* s'est traduite par une montée en puissance d'une guerre de l'information, centrée sur la délégitimation de l'action européenne (Pomerantzev et Weiss 2014).

Plusieurs travaux ont mis en lumière la sophistication et l'intensité des campagnes informationnelles russes (Chifu 2015 ; Gotev 2014 ; Pomerantzev et Weiss 2014). Face à cela, les institutions européennes ont progressivement pris conscience de la nécessité de développer leurs propres capacités de communication stratégique (Commission européenne 2014, 2015).

Cette prise de conscience s'est traduite par des réformes de la PEV, un soutien accru au Partenariat oriental, et un appui financier renforcé aux pays voisins. Toutefois, ces efforts restent partiellement inefficaces si les politiques européennes ne sont pas accompagnées d'une communication compréhensible et crédible auprès des populations locales.

Dans le cas spécifique de la Moldavie, plusieurs analyses soulignent que les fondements mêmes de l'approche normative européenne sont fragilisés par un contexte politique instable, marqué par le clientélisme, l'informalité des structures de pouvoir, et la faible légitimité des institutions. Dans un tel environnement, les réformes promues par l'UE peuvent être détournées ou appliquées de manière superficielle, au service d'intérêts locaux cherchant à maintenir l'accès à l'aide

européenne. L'influence européenne se manifeste alors surtout au niveau institutionnel, notamment dans les domaines de la justice, de la gestion publique ou des finances, mais peine à s'ancrer au sein de la société moldave. Les tentatives de soutien à la société civile, bien que réelles, restent souvent confinées à une élite urbaine pro-européenne, déconnectée d'une partie importante de la population. Ce décalage constitue un point de vulnérabilité, particulièrement visible dans le champ informationnel.

Ainsi, face à une population exposée à des narratifs concurrents, notamment pro-russes, l'absence de discours européen clair, accessible et émotionnellement mobilisateur laisse un vide informationnel que la Russie exploite efficacement. Par la diffusion de récits identitaires, historiques ou géopolitiques adaptés au contexte local, Moscou parvient à concurrencer, voire à neutraliser l'influence européenne. Tandis que l'approche technocratique et standardisée de la gouvernance européenne s'accorde difficilement avec des contextes où les normes juridiques sont moins opérantes que les rapports de force informels. Cette inadéquation stratégique renforce la fragilité de l'influence normative de l'UE face à une Russie plus flexible, capable de mobiliser des leviers affectifs et identitaires.

III- Vers une stratégie européenne de résilience informationnelle

Ainsi, face à l'intensification des campagnes de désinformation orchestrées par la Russie, notamment à partir de 2014 dans le contexte ukrainien, l'Union européenne a progressivement pris conscience de la nécessité de défendre activement son image, ses politiques, et ses récits. Cette prise de conscience a

donné naissance à une série d'initiatives institutionnelles visant à renforcer la résilience informationnelle de l'UE et de ses partenaires.

Le Conseil européen a autorisé en mars 2015 la création de l'East StratCom Task Force, placée sous l'égide de la Haute Représentante Federica Mogherini. Sa mission centrale était d'améliorer la communication stratégique de l'UE dans le voisinage oriental, en réponse directe aux campagnes de désinformation menées par la Russie. En juin de la même année, un plan d'action en matière de communication stratégique a été présenté, structuré autour de trois axes principaux :

- Promouvoir les politiques de l'UE dans le voisinage oriental.
- Renforcer les environnements médiatiques locaux, en soutenant notamment la liberté des médias et les acteurs indépendants.
- Accroître la capacité de l'UE à anticiper et à contrer les opérations de désinformation conduites par des acteurs extérieurs (Plan d'action 2015).

Ces mesures ont été accompagnées par la mobilisation d'un groupe d'experts pluridisciplinaire, réunissant journalistes, représentants d'ONG et spécialistes de la communication. Ce groupe a analysé la structure des médias russophones dans le voisinage oriental, identifiant les déséquilibres et proposant des recommandations pour restaurer la pluralité et l'équilibre dans les médias de langue russe (EED 2015). Ces efforts marquent un changement important dans l'attitude européenne, plus réactive aux tentatives de la Russie de modifier la perception de la réalité politique par des narratifs alternatifs et déstabilisateurs (Pomerantzev et Weiss 2014).

Dans cette dynamique, le rôle de la communication stratégique devient central pour l'UE. L'analyse proposée par Kimber et Halliste en 2015 constitue

également une contribution essentielle pour déterminer les efforts que l'UE doit soutenir pour se diriger vers une communication forte et impactante dans les pays du Partenariat oriental.

Les auteurs révèlent ainsi une fracture entre l'intensité de l'action européenne sur le terrain et la perception qu'en ont les citoyens. Malgré le rôle de premier plan de l'UE en tant que bailleur de fonds, ses réalisations demeurent largement méconnues, notamment en raison d'un déficit d'information, mais aussi d'une approche communicationnelle peu adaptée aux réalités locales.

En effet, les auteurs critiquent une communication encore trop centrée sur des événements ponctuels, comme des visites de responsables ou des conférences, au détriment d'un discours plus ancré dans le quotidien des populations concernées. Ils recommandent ainsi un changement de stratégie : au lieu de se reposer sur des canaux formels ou sur la capacité du public à rechercher activement l'information, l'UE devrait développer des stratégies différenciées et contextualisées, capables de traduire les réformes et les politiques en bénéfices concrets, visibles et compréhensibles.

De plus, Kimber et Halliste notent que, même lorsque des stratégies existent, elles sont rarement pleinement mises en œuvre. Elles peinent à s'inscrire dans le long terme, à intégrer des narratifs mobilisateurs ou à dépasser les cercles restreints de la diplomatie officielle. L'une de leurs conclusions les plus marquantes est que la communication européenne reste souvent déconnectée des préoccupations des citoyens des pays partenaires : il s'agit d'expliquer non pas uniquement ce que fait l'UE, mais aussi comment cela transforme la vie des gens.

Ainsi, cette évolution vers une stratégie européenne de résilience informationnelle, bien qu'indispensable, reste confrontée à des défis de réception, de contextualisation et de cohérence. Elle marque néanmoins une étape

importante dans la reconnaissance du champ informationnel comme un espace stratégique, où se joue désormais une part essentielle de l'influence géopolitique.

IV- L'UE en Moldavie : une puissance transformatrice

Nous pouvons donc nous questionner sur la nature de l'influence informationnelle européenne en Moldavie. Bien qu'il n'y ai pas d'étude très récente à ce sujet, l'étude « Soft, Normative or Transformative Power: What Do the EU's Communications with Eastern Partners Reveal About its Influence? » publiée en 2016, ouvre une piste intéressante. Entre février et mars 2016, cette étude a classifié les concepts fondamentaux qui ont été utilisés pour analyser les communications de l'UE vers la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie. Ils ont trouvé ces concepts en se concentrant sur les documents et les communications de l'UE qui sont apparus sur le site web des délégations de l'UE dans ces trois pays. Les voici :

Table 1: General categories and clusters of core concepts as part of the EU model of integration

Categories	Codes
EU values	1
democracy	2
freedom of speech	3
rights	4
rule of law	5
civil society	6
market	7
reforms	8
public admin	9
economy	10
energy	11
security	12
regional cooperation	13
visa facilitation	14
sanctions	15
people	16
importance of mutual relations	17
general informative (event-driven)	18

Ils ont également classifié le nombre de communications officielles pour la période désignée. Cela est indiqué dans le tableau 2, ci-dessous :

Table 2: Sample size per country for February-March 2016

Country	EU documents	Total paragraphs	Concepts per sample*
Belarus	14	106	160
Moldova	15	139	229
Ukraine	33	128	176

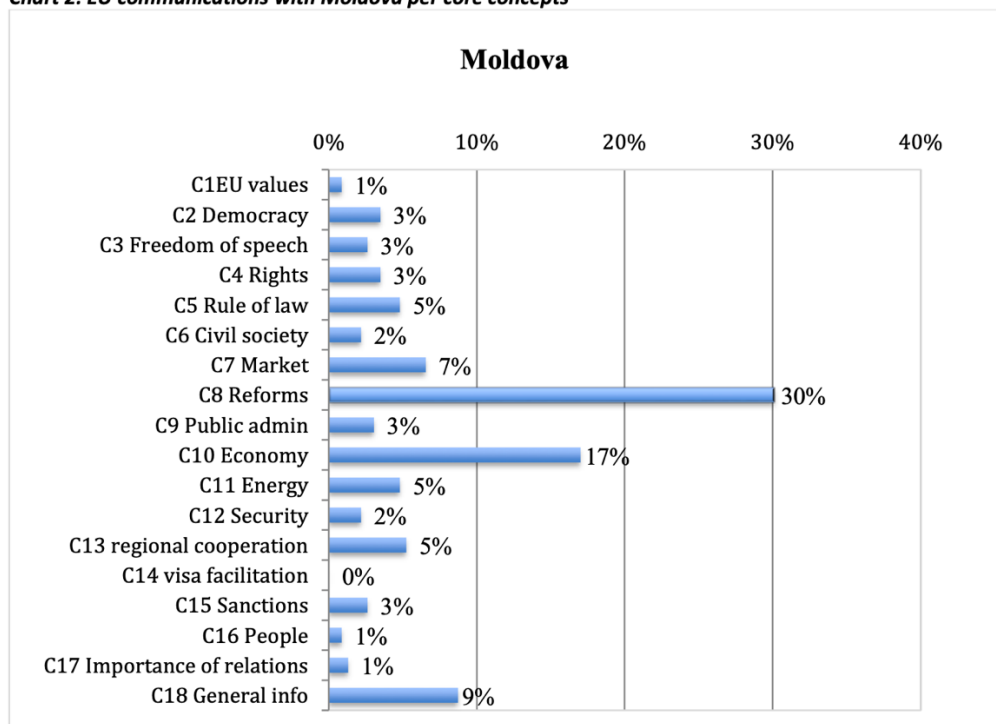
Le tableau 3 présente les quatre principaux concepts en pourcentage du total des communications par pays :

Table 3: Most mentioned concepts as part of the totals per country

Country	Highest share	2 nd	3 rd	4 th
Belarus	Rights 37%	EU values 13%	Regional coop 9%	Rule of law 7%
Moldova	Reforms 30%	The economy 17%	General info 9%	The market 7%
Ukraine	Democracy 20%	General info (events) 13%	The economy 10%	Rule of law 10%

On remarque ainsi que l'UE a largement communiqué vers la Moldavie en tant que puissance transformatrice sur cette période.

Chart 2: EU communications with Moldova per core concepts



D'après ces graphiques, sur la base du contenu de la communication et de l'engagement des acteurs au cours de la période de deux mois, il y a eu un engagement large et actif du côté de l'UE, axé sur les réformes et l'économie. L'engagement a été large et suggère que les relations de la Moldavie avec l'UE étaient dans une phase active. L'UE a mis l'accent sur les aspects économiques et les réformes plutôt que sur la démocratie et les droits, mais étant donné le large éventail de sujets et l'accent mis sur les réformes, nous pouvons dire que l'UE a communiqué en tant que puissance transformatrice au cours de la période examinée.

La question de savoir si les messages relatifs au soutien et aux politiques de l'UE ont atteint les citoyens de Moldavie reste toutefois ouverte. L'étude

explique qu'en 2016, les tendances de l'opinion publique suggèrent que le soutien à l'UE diminue depuis trois ans. Cela serait dû aux efforts de la Russie pour saper l'image de l'UE et promouvoir son propre projet d'intégration, qu'il s'agisse de l'UEE ou de l'union douanière qui la précède.

Ce contexte nous pousse alors à chercher quelle est la nature de l'influence qui fait concurrence à l'UE en Moldavie : la Russie.

Chapitre 2 : stratégies et mécanismes de déstabilisation russe en Moldavie

Depuis l'indépendance de la Moldavie, les relations entre Chişinău et Moscou se sont inscrites dans un cadre marqué par la continuité post-soviétique, y compris sur le plan informationnel. Dans les années qui ont suivi la dissolution de l'URSS, la Moldavie est restée fortement connectée à l'espace médiatique russe, continuant de recevoir, sans médiation, les récits produits par les organes de propagande de l'État russe à destination du public russophone. Cette exposition prolongée à des flux informationnels centralisés et orientés a façonné en profondeur le paysage médiatique moldave et les représentations collectives d'une partie de la population.

À partir de 2014, la Moldavie s'est retrouvée dans un environnement géopolitique polarisé favorisant l'afflux d'une intensification qualitative et quantitative des opérations de désinformation. Ce pays s'est alors retrouvé au cœur d'une rivalité informationnelle plus affirmée, en raison de son rapprochement politique avec l'Union européenne et de son soutien diplomatique à l'Ukraine. Le discours informationnel russe a ainsi évolué, passant d'un simple flux médiatique hérité à une stratégie ciblée, spécifiquement adaptée aux dynamiques politiques, identitaires et culturelles locales.

Dans ce contexte, les campagnes russes de désinformation ont cherché à délégitimer les autorités moldaves pro-européennes, à affaiblir le lien de confiance entre l'État et ses citoyens, et à promouvoir une vision du monde alternative, centrée sur la Russie comme pôle civilisationnel et protecteur régional. Cette approche informationnelle s'inscrit dans une logique révisionniste plus large, visant à maintenir la Moldavie, ainsi que d'autres États post-

soviétiques, dans l'orbite d'influence de Moscou, en opposition aux dynamiques de transformation politique et normative associées à l'intégration européenne.

L'analyse de la littérature portant sur les outils, les récits et les effets de la stratégie informationnelle russe en Moldavie permettra de mieux comprendre comment cette puissance concurrente s'adapte à l'environnement local pour contester l'influence européenne et prolonger une présence géopolitique par des moyens non-militaires.

I- Un soft power russe aux ressources fortes mais aux usages ambivalents

Plusieurs auteurs soulignent que la Russie dispose, en théorie, d'un potentiel important de soft power dans l'espace post-soviétique, en particulier en Moldavie, pays historiquement lié à Moscou. Vasile Rotaru identifie comme leviers naturels de cette influence la langue russe, l'histoire commune, la diaspora, l'Église orthodoxe, ainsi que la culture russe, à la fois savante et populaire. Ces éléments sont perçus comme autant de ressources susceptibles de nourrir une forme d'attractivité régionale au bénéfice de la Russie.

Toutefois, Rotaru observe également une contradiction entre ce potentiel et la manière dont il est exploité. Il soutient que la Russie affaiblit elle-même son influence douce par des stratégies coercitives, souvent perçues comme contre-productives, qui tendent à dissuader plutôt qu'à séduire. Cette critique est partagée par Peter Rutland et Andrei Kazantsev, qui attribuent l'échec du soft power russe à la dégradation de l'image internationale de Moscou, notamment après ses interventions en Géorgie, en Ukraine et en Syrie. Selon eux, l'héritage autoritaire soviétique et les difficultés de la transition post-communiste rendent difficile la projection d'un modèle politique et sociétal attractif.

Malgré ces constats, une partie de la littérature contemporaine invite à nuancer l'idée d'un déclin général du soft power russe. Certains auteurs estiment que cette influence est souvent sous-estimée dans les analyses académiques. En réalité, la Russie mobilise de nombreux instruments symboliques pour affirmer sa position régionale : mise en avant de son modèle de gouvernance fondé sur des valeurs traditionnelles, soutien aux médias russophones, défense de la « démocratie souveraine », et appui actif aux populations russophones à l'étranger (Lankina & Niemczyk 2015).

En Moldavie, ces efforts trouvent un terrain d'expression dans le rôle central joué par l'Église orthodoxe moldave, étroitement liée au patriarcat de Moscou. Cette institution, dirigée par le métropolite Vladimir (Cantarean), proche du Saint-Synode russe, promeut une vision conservatrice de la société et relaie les discours normatifs russes en matière de morale, de famille et de spiritualité. Ainsi, l'Église fonctionne comme un vecteur d'influence idéologique dans un pays où la majorité de la population reste attachée à des valeurs sociales traditionnelles.

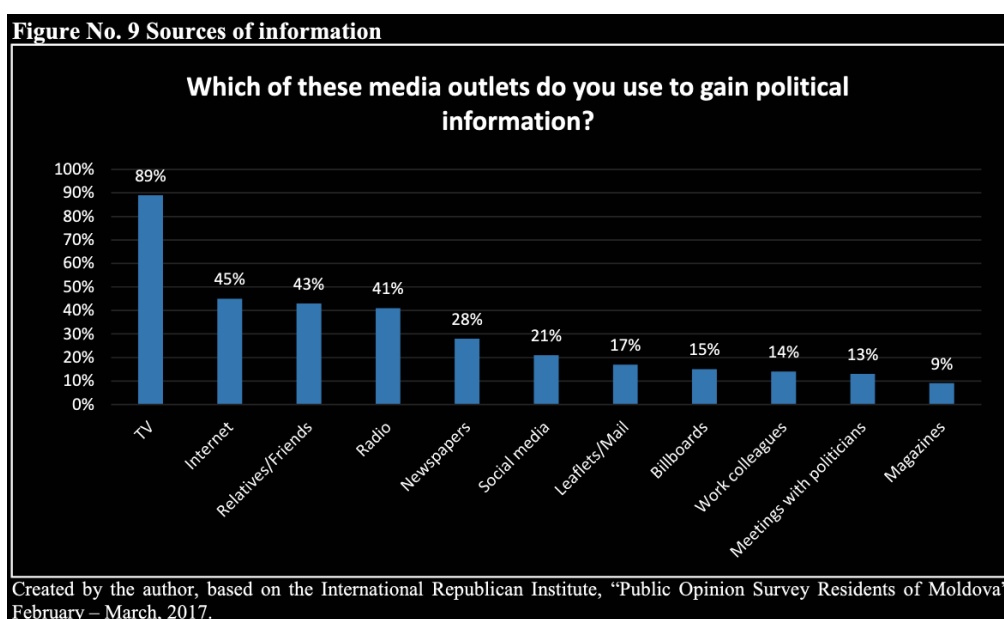
Cependant, certaines ressources symboliques perdent progressivement de leur portée. C'est notamment le cas de la langue russe, dont l'usage tend à reculer en Moldavie, en particulier chez les jeunes générations, ce qui affaiblit son statut d'outil d'influence culturelle.

De fait, il faut garder en tête que ce modèle alternatif au paradigme libéral occidental séduit certains segments de la population, notamment en Transnistrie et en Gagaouzie. Ce qui facilite l'insertion de la Moldavie dans un espace informationnel russe commun, en dépit de ses aspirations européennes.

II- Les médias russes en Moldavie

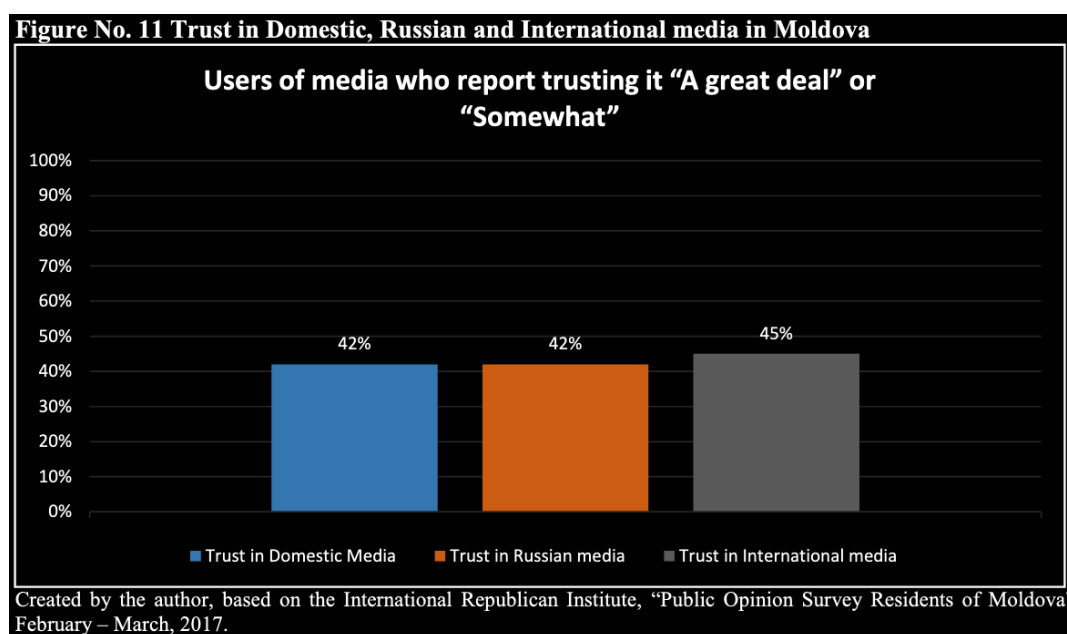
Malgré une faible proportion de Russes ethniques (environ 4 %), une large part de la population moldave est russophone. Selon une enquête menée en 2014 par le Broadcasting Board of Governors avec Gallup, 81 % des Moldaves comprennent la langue russe, ce qui permet aux médias russes de conserver une large audience dans le pays. Environ 69 % de la population moldave utilise les médias russes comme source d'information, un chiffre encore plus élevé chez les russophones (85 %).

En Moldavie, la télévision reste le média dominant pour s'informer sur la politique, suivie d'Internet, de la radio et de la presse écrite. Le tableau n9 montre les sources médiatiques utilisées par la population moldave pour obtenir des informations sur la politique, en fonction de leur popularité :



Malgré cette diversité d'accès, les médias russes conservent une place importante dans l'écosystème médiatique local. Cependant, les Moldaves se montrent généralement méfiants vis-à-vis des médias, quelle qu'en soit l'origine.

La confiance dans les médias nationaux, russes et internationaux se situe autour de 42 à 45 %, un niveau plutôt faible, révélateur d'un scepticisme généralisé.



L'étude de Aušra Armanavičiūtė de 2018 met en lumière une dynamique intéressante : le soutien aux politiques russes ne dépend pas exclusivement de l'exposition aux médias russes. Même parmi ceux qui ne consomment pas ou peu ces médias, 60 % déclarent soutenir les actions russes, un taux proche de ceux qui les consultent régulièrement (64 %). Ce soutien chute à 36 % chez ceux qui utilisent les médias russes, mais ne leur font pas confiance. Il apparaît donc que la confiance dans le message est plus déterminante que l'exposition elle-même.

Sur la guerre en Ukraine, toujours en 2018, 45 % des Moldaves considèrent les médias russes comme fiables, contre seulement 22 % pour les médias occidentaux. Une majorité de ceux qui utilisent les deux sources juge également plus crédibles les récits russes (58 %) que ceux occidentaux (44 %).

Dans l'ensemble, du fait que de nombreuses personnes appartiennent à la catégorie russophone, les médias russes jouent un rôle important dans la société moldave.

La majorité de la population totale utilise les médias russes et les trouve plus fiables que les médias occidentaux.

En tirant des conclusions des données, il est évident que les médias russes, en tant que ressource de la puissance douce de la Russie, ont un effet significatif sur la société moldave.

III- Typologie des actions informationnelles russes contre la Moldavie

Selon plusieurs auteurs, la stratégie de la Russie pour freiner son rapprochement avec l'Union européenne consiste à affaiblir l'État moldave et à diviser la société. Pour cela, cette stratégie repose notamment sur l'exploitation des fractures internes, donc linguistiques, culturelles et politiques et sur la manipulation du paysage médiatique et numérique.

Cette manipulation du paysage médiatique et numérique va notamment passer par la création de réalités parallèles via des outils de désinformation : médias pro-Kremlin, portails de fausses nouvelles, réseaux sociaux (comme Telegram ou TikTok), chaînes de télévision affiliées à Moscou, mais aussi d'armées de trolls numériques. Ces dispositifs visent à semer le doute dans la population, à affaiblir la confiance dans les institutions publiques et à polariser l'espace politique moldave.

Un exemple révélateur est celui d'une fausse vidéo diffusée en 2023, montrant la présidente Maia Sandu interdire la cueillette d'églantiers pour des raisons écologiques. Cette vidéo, pourtant entièrement fabriquée par des adversaires politiques pro-russes, a suscité l'indignation dans une population marquée par les souvenirs de pénurie alimentaire à l'époque soviétique. Elle a renforcé l'image de

Sandu comme une figure détachée des traditions nationales et soumise à l'Occident.

Autre exemple : une séquence vidéo d'un défilé militaire roumain, datant de plusieurs mois, a été présentée à tort comme une concentration actuelle de troupes à la frontière moldave, alimentant ainsi l'idée d'un risque de guerre imminent. Ce type de manipulation qui convient la réutilisation de contenus sortis de leur contexte temporel, est une technique de désinformation couramment utilisée par Moscou.

À ces campagnes s'ajoutent des cyberattaques, qui visent à renforcer le climat d'insécurité. Selon une étude, en 2022, les attaques contre les infrastructures informatiques moldaves ont plus que triplé. Les tactiques incluent des opérations de type « hack-and-leak », la diffusion de documents confidentiels, l'organisation de manifestations rémunérées, et des alertes à la bombe falsifiées. En juillet 2022, 148 fausses alertes ont visé 885 institutions publiques, dont l'aéroport, le Parlement ou encore la mairie de Chişinău. Ces actions sont souvent attribuées à des sources liées à des adresses IP russes ou bélarussiennes.

Des tentatives de déstabilisation politique par la diffusion de conversations manipulées impliquant des figures de l'élite moldave ont aussi été documentées. Bien que certaines aient été dénoncées comme fausses, ces fuites visent à miner la crédibilité des autorités et à entretenir le soupçon d'un État infiltré.

Plusieurs formes d'actions informationnelles ont été identifiées :

- Désinformation médiatique via des médias russophones ou affiliés à Moscou.
- Manipulation électorale, avec le soutien à des partis politiques pro-russes (comme ce fut le cas lors des élections de 2024).

- Utilisation des réseaux sociaux pour propager des fausses informations ciblant des groupes sociaux sensibles.
- Campagnes de déstabilisation sociale (manifestations organisées, incitations à la violence, rumeurs alarmistes).

Comme l'a souligné la présidente Maia Sandu, ces actions s'inscrivent dans un plan plus large visant à affaiblir les institutions démocratiques, entraver la trajectoire européenne du pays et maintenir la Moldavie dans la sphère d'influence russe. La situation géopolitique, notamment le conflit gelé en Transnistrie, la dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou, ainsi que les problèmes structurels internes (corruption, émigration, divisions politiques), rendent la Moldavie particulièrement vulnérable à ces opérations hybrides.

Chapitre 3 : la Moldavie : entre deux mondes

Depuis son indépendance en 1991, la Moldavie oscille entre deux pôles d'influence majeurs : l'Union européenne à l'Ouest, et la Russie à l'Est. Ce positionnement géopolitique fragile résulte non seulement d'un contexte historique complexe, mais aussi de dynamiques sociopolitiques internes fortement polarisées. Selon Bonnard (2016), la Moldavie se trouve à la croisée de trois voies d'intégration :

1. Un rapprochement vers l'Union européenne.
2. Une réintégration dans la sphère d'influence russe.
3. Une voie médiane consistant à tirer profit des deux.

Cette ambiguïté se reflète dans la société moldave, divisée entre des élites et institutions pro-européennes (notamment à Chişinău, où l'on retrouve la délégation de l'Union européenne, l'OSCE et le PNUD) et des régions pro-russes comme la Gagaouzie ou la Transnistrie, où sont implantées les ambassades de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ainsi qu'une présence militaire russe.

L'Union européenne exerce une influence significative via le Partenariat oriental, avec un soutien financier important au budget de l'État moldave et au financement de projets publics. L'accord d'association signé en 2014 et la libéralisation des visas ont renforcé l'attractivité du projet européen. Toutefois, comme le note Bonnard, l'influence économique de la Russie reste notable, notamment en Transnistrie, où les échanges avec Moscou sont vitaux. Le rapprochement européen a entraîné la fin de certains accords de libre-échange avec la Russie, fragilisant les régions les plus dépendantes de l'économie russe.

L'enjeu énergétique constitue un levier de pression clé pour Moscou. La Moldavie demeure fortement dépendante du gaz russe, et la Russie peut exploiter cette

vulnérabilité, par exemple en invoquant la dette gazière contractée par la Transnistrie.

Cependant, cette dualité n'implique pas nécessairement une opposition frontale : selon Bonnard, le choix entre la Russie et l'Union européenne « ne se fait pas tant en rejet de l'autre destination qu'en fonction des opportunités qui se présentent ». Autrement dit, la Moldavie cherche souvent à maximiser ses intérêts en jouant des deux influences.

Dans une étude publiée en 2018, Aušra Armanavičiūtė analyse la manière dont la Russie tente d'élargir son influence à travers la promotion de valeurs traditionnelles et conservatrices, en opposition aux valeurs libérales véhiculées par l'Europe. Cette confrontation idéologique s'ancre dans un contexte national marqué par une pauvreté persistante, une instabilité politique chronique, des scandales de corruption, et un désenchantement croissant vis-à-vis des réformes pro-européennes. Ce climat a ravivé une nostalgie pour l'époque soviétique et facilité la diffusion des récits pro-russes. En 2017, une enquête a révélé que 52 % des Moldaves percevaient un conflit entre les valeurs traditionnelles moldaves et celles de l'Occident, et parmi eux, 71 % estimaient que la Russie est nécessaire pour contrebalancer l'influence occidentale. La société moldave est donc bipolaire sur le plan des valeurs, partagée entre aspiration à l'intégration européenne et attachement aux repères russes.

Cette division est également palpable sur le plan économique et diplomatique. En 2017, 66 % des citoyens considéraient les relations avec l'UE comme positives, contre 65 % pour la Roumanie et 58 % pour la Russie.

Toujours dans l'étude d'Armanavičiūtė, elle déclare cette fois-ci que la progression de l'image de la Russie en 2017 est notable : elle a réduit l'écart

qui la séparait de ses concurrents. L'ambivalence s'observe aussi dans le choix d'un espace d'intégration économique : 43 % des Moldaves privilégiaient l'Union douanière eurasienne, contre 42 % l'Union européenne, un clivage qui persiste depuis 2014.

Enfin, bien que la Russie soit perçue par une majorité comme un partenaire économique et politique important, elle est aussi vue comme une menace potentielle : en 2017, 30 % des Moldaves la considéraient comme le principal risque économique, contre 16 % pour l'UE. Ce paradoxe montre l'ambivalence du sentiment national vis-à-vis de Moscou, perçue à la fois comme un partenaire et un danger.

I- Le retard de la Moldavie en termes de sécurité informationnelle

La République de Moldavie, engagée depuis plusieurs années dans une transition démocratique complexe, reste profondément vulnérable à des formes modernes d'ingérence, notamment via les médias. L'un des principaux défis à la consolidation de la démocratie réside dans l'absence d'un réel pluralisme médiatique et dans la politisation croissante de l'espace informationnel. En effet, comme le soulignent plusieurs analyses, les médias moldaves sont majoritairement concentrés entre les mains d'acteurs politiques ou proches de partis, compromettants gravement leur indépendance, la liberté de la presse et la qualité du débat public.

Ce constat est largement partagé par les partenaires internationaux de la Moldavie. L'Union européenne et les États-Unis, notamment, ont exhorté les autorités de Chişinău à garantir l'accès du public à une information fiable, en

particulier sur les questions d'intérêt public, afin de prévenir les dérives autoritaires, les abus de pouvoir et la corruption.

Du point de vue structurel, plusieurs experts alertent sur les lacunes de la Moldavie en matière de sécurité de l'information. Beglita, par exemple, souligne l'absence d'un cadre institutionnel adapté pour répondre aux menaces informationnelles et cyber. La fragmentation institutionnelle, le manque de personnel qualifié et l'insuffisance de moyens techniques rendent le pays particulièrement exposé aux ingérences extérieures, notamment en provenance de la Russie.

Natalia Putină (2024), dans une étude consacrée aux menaces hybrides, confirme cette faiblesse structurelle. Selon elle, la Moldavie ne dispose toujours pas de mécanismes efficaces de détection, de prévention et de neutralisation des attaques informationnelles. Elle déclare que la Russie recourt à des instruments de guerre de l'information dans le but de saper la souveraineté moldave et d'entraver son processus d'intégration européenne. Le pays devient ainsi un terrain propice aux stratégies russes de déstabilisation.

Une autre facette essentielle de la vulnérabilité moldave réside dans la dimension linguistique et culturelle du champ médiatique. Marin Butuc souligne qu'une loi héritée de l'époque soviétique maintient une grande ambiguïté quant au statut de la langue officielle. Dans les faits, les médias russophones dominent : d'après son étude, environ 70 % des contenus diffusés en Moldavie sont d'origine russe. Cette situation, où la langue roumaine est souvent reléguée au second plan, crée un paradoxe national : deux langues culturelles, le roumain et le russe, coexistent dans un même État, sans réglementation linguistique claire ni politique cohérente d'intégration.

Ce déséquilibre linguistique n'est pas seulement une anomalie administrative : il constitue, selon Butuc, une faille majeure de sécurité nationale. En l'absence de régulation efficace et de concurrence informationnelle, l'espace médiatique moldave est largement occupé par les récits russes. Ces derniers promeuvent les valeurs du Kremlin, souvent opposées à celles de l'Occident, en usant de campagnes de désinformation, de propagande, et de manipulation émotionnelle du public. L'objectif sous-jacent est clair : modeler la perception de la population, influencer ses choix politiques, et orienter l'évolution géopolitique du pays au profit de la Russie.

Dans ce contexte, l'éducation aux médias apparaît comme un enjeu majeur. Le manque de pensée critique, combiné à l'influence massive des chaînes russes, rend une large partie de la population vulnérable à la désinformation. Cela affecte la cohésion sociale d'un pays déjà marqué par des clivages géopolitiques et ethniques profonds. En parallèle, les minorités russophones ou gagaouzes tendent à s'informer quasi exclusivement via les médias russes, renforçant leur attachement à Moscou.

Le défi est donc double : rétablir un écosystème médiatique équilibré et pluraliste, et renforcer la résilience informationnelle de la société moldave. Tant que la Moldavie restera exposée à un flux massif d'informations extérieures biaisées, son développement démocratique restera fragile, et ses institutions vulnérables aux dynamiques de guerre hybride promues par des puissances étrangères.

II- Moyens pris par le pays pour lutter contre la faiblesse informationnelle

La littérature scientifique et institutionnelle consacrée à la guerre

informationnelle en République de Moldavie met en lumière un ensemble de stratégies étatiques, institutionnelles et sociétales visant à renforcer la résilience nationale face aux menaces hybrides, en particulier celles émanant de la Fédération de Russie.

Marin Butuc propose une approche en deux phases pour contrer l'influence informationnelle étrangère. La première phase repose sur des mesures législatives touchant à la régulation de la consommation d'informations, la gestion linguistique, la restriction des contenus médiatiques étrangers menaçants, ainsi que la supervision du paysage médiatique national. La deuxième phase envisage des investissements dans les médias locaux, la promotion d'un pluralisme médiatique effectif, la transparence de l'information, la déontologie journalistique, ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public à ces enjeux. Stănescu, en 2024, complète cette perspective en mettant en évidence les réponses institutionnelles mises en œuvre par l'État moldave : création d'un Centre de communication stratégique, lancement d'une Agence de cybersécurité, expulsion de diplomates et journalistes russes, et blocage de chaînes pro-russes. Ces actions s'inscrivent dans un contexte de réforme stratégique, marqué notamment par l'élaboration d'une nouvelle Stratégie nationale de sécurité qui désigne explicitement la Russie comme principale menace.

Selon Beglita, la Moldavie doit développer des capacités cyber et technologiques pour faire face aux attaques hybrides. Cela suppose la création d'équipes spécialisées, des campagnes d'information citoyenne et une politique éducative tournée vers l'esprit critique. L'aide internationale, notamment des États-Unis, joue un rôle clé dans ce renforcement capacitaire.

La Stratégie nationale de sécurité 2024 prévoit une approche multidimensionnelle intégrant non seulement la sécurité informationnelle, mais aussi l'indépendance énergétique, le renforcement démocratique et la coopération internationale. L'objectif est d'établir une communication stratégique durable entre l'État et les citoyens afin de restaurer la confiance institutionnelle.

Denis Cenusă insiste sur le rôle crucial de la société civile et des médias dans la prévention de la désinformation. Il appelle à l'implémentation de systèmes d'alerte rapide sur les réseaux sociaux, à la dénonciation active des vecteurs de désinformation, et à des campagnes ciblées d'éducation à l'esprit critique. La création d'un « contrat anti-désinformation » entre l'État et les citoyens, fondé sur l'intérêt public, est présentée comme un mécanisme central de résilience sociétale, au-delà des clivages politiques (Cenusă, 2024).

Pour Aurelian Lavric, la résilience des médias moldaves est non seulement un enjeu de démocratie, mais également un impératif de sécurité nationale. La concentration des médias entre les mains d'élites politiques ou d'acteurs affiliés représente un risque de subordination de l'espace informationnel, facilitant la propagation de la propagande étrangère. Lavric insiste sur la nécessité d'un soutien international (UE, États-Unis) pour amorcer des réformes structurelles, mettre fin aux monopoles médiatiques et garantir le pluralisme.

La guerre de l'information est décrite comme une composante de la guerre hybride, où la Moldavie, à l'instar de l'Ukraine ou de la Géorgie, est à la fois cible et laboratoire. Un secteur médiatique libre et résilient est identifié comme condition essentielle à la souveraineté informationnelle et à l'ancrage démocratique du pays.

Enfin, les travaux sur la communication stratégique (LEX JUSTICE, 2018) soulignent l'importance de l'institutionnalisation de cette fonction dans la gouvernance sécuritaire. La communication stratégique est définie comme un outil central pour atteindre les objectifs de sécurité, en période de paix comme en contexte de crise. Toutefois, les limites observées dans l'implémentation de la stratégie de 2012 révèlent l'écart entre l'intention politique et la capacité opérationnelle. Une vision partagée, des mécanismes de coordination interinstitutionnels et des ressources dédiées sont nécessaires pour faire de cette communication un véritable levier de gouvernance.

Dans ce cadre, la cybersécurité apparaît comme une menace équivalente à l'agression informationnelle. La Moldavie, en tant qu'État frontalier entre sphère euro-atlantique et sphère russe, est particulièrement exposée. Sa vulnérabilité dans cette guerre hybride souligne l'urgence de doter les institutions nationales d'une stratégie de communication intégrée, proactive, et alignée avec les standards européens de sécurité.

Partie 2 : acteurs et récits concurrents en République de Moldavie

Ainsi, l'information, plus qu'un simple vecteur de communication devient un réel instrument stratégique de pouvoir. En somme, celui-ci est employé afin d'influencer les perceptions collectives, les décisions politiques, et même la souveraineté des États.

Et ce sont les acteurs, qu'ils soient étatiques ou non, qui vont mobiliser l'information pour construire des narratifs qui légitiment certaines visions du monde tout en délégitimant les alternatives. Il faut reconnaître que l'Union européenne adopte une stratégie bien plus subtile que celle de la Russie et s'impose davantage de limites, mais en fin de compte, cette guerre de l'information poursuit toujours le même objectif : façonner des réalités parallèles. Comme nous l'avons vu, la stratégie de L'UE est de s'ériger en un modèle normatif idéal et en misant sur une stratégie de résilience, tandis que la stratégie de la Russie s'inscrit dans une démarche beaucoup plus offensive.

Il convient donc d'étudier qui sont les acteurs d'influence de ces deux géants et quels sont les récits qu'ils propagent en Moldavie.

Chapitre 4 : récits et acteurs stratégiques utilisés en République de Moldavie par la Russie

I- Typologie des récits russes en Moldavie

La stratégie russe de communication en Moldavie, se forme principalement autour de la désinformation. Celle-ci est diverse et complétée par des narrations géopolitiques produites localement qui s'alignent sur les sujets de discussion conçus en Russie. D'après les recherches de Cenusa en 2024, les récits favorables à la Russie utilisent les conséquences sociales et économiques de la guerre en Ukraine, ainsi que la rivalité entre les politiciens moldaves sur la politique extérieure que doit prendre le pays. Ces conflits politiques sont encore plus compliqués, car la société est très divisée.

Ainsi, parmi les sujets sensibles abordés par la propagande russe et qui ont un potentiel explosif pour l'unité nationale de la Moldavie, il y a la question des minorités russophones. Par exemple, en 2023, des diplomates russes lancent des accusations sur les violations des droits de la population russophone par les autorités moldaves, affirmant que Chişinău pourrait adopter des pratiques anti-russes déjà utilisées en Ukraine. Ce discours cherche à discréditer la Moldavie en l'associant à l'Ukraine et à faire réagir l'importante population russophone en Moldavie.

Un autre domaine dans lequel la désinformation russe se manifeste massivement est le programme d'intégration européenne de la Moldavie. Le récit russe va alimenter la perception que les critères techniques de l'UE pour procéder aux négociations d'adhésion n'ont pas été exactement respectés dans les cas de la Moldavie et de l'Ukraine. Cet argument vise à délégitimer la Moldavie dans le processus d'adhésion dans lequel elle s'est engagée.

Sur le même ton, Moscou attaque l'alignement partiel de Chişinău sur les sanctions de l'UE. La désinformation russe présente ces dernières comme nuisible aux relations bilatérales entre l'État moldave et la Russie et, donc, contraire aux intérêts nationaux de la société moldave. En outre, les canaux diplomatiques russes vont présenter la Moldavie comme « une victime de plus » de la guerre hybride menée par l'Occident contre la Russie. Ils vont effectivement diffuser le message selon lequel les décideurs de Chişinău suivent un ordre du jour imposé de l'étranger.

Mais l'un des récits les plus récurrents va être de présenter la Russie comme un partenaire économique, historique et fiable, capable d'offrir une stabilité énergétique et des débouchés commerciaux, notamment pour les produits agricoles moldaves. En parallèle, l'Union européenne est souvent décrite comme une entité imposant des réformes impopulaires, déstabilisant les traditions locales et ne tenant pas ses promesses économiques.

La Russie utilise également la rhétorique de la "protection des valeurs traditionnelles" face à ce qu'elle qualifie d'"influences occidentales décadentes", ce qui trouve un écho dans certaines parties plus conservatrices de la population moldave.

Voici un tableau des principaux narratifs tenu par la Russie vers la Moldavie selon l'étude « Russian Narratives and Resilience to Disinformation in Moldova » de Denis Cenuşa :

Figure 1: Narratives Employed by the Russian MFA, November 2023–January 2024

Russian War in Ukraine	European Integration	Transnistrian Conflict	Moldova's Relations with Russia
The rights of the Russian-speaking population are limited, akin to the situation in Ukraine.	4. "Undeserved" and circumstantial approval of the accession negotiations by the EU;	8. The EU has "spoiled" the settlement of the Transnistrian conflict.	12. Aligning with EU sanctions on Russia is aimed at sabotaging bilateral relations, a move against the interests of Moldova's population.
Moldova is being primed to become "another victim" of hybrid warfare against Russia.	5. European integration is incapable of replacing the settlement negotiations in the reintegration process.	9. Moldova's neutrality is being dismantled in parallel with the country's militarization.	13. Russia will retaliate against Moldova's unfriendly measures.
Moldova can offer its territory for the training of Ukrainian forces, siding with Ukraine and adding to the status of neutrality.	6. European accession is a fantasy, regardless of the presence or absence of Transnistria.	10. The Moldovan side is obstructing settlement of the conflict.	
	7. The EU is losing political and economic weight internationally due to its pro-American leaders.	11. The EU, along with NATO, is undermining the 5+2 format.	

En somme, ces récits visent principalement à exploiter les frustrations économiques, la nostalgie de l'époque soviétique, ainsi que les divisions internes de la société moldave.

II- Les acteurs d'influence russe en Moldavie.

Ces récits sont amplifiés par des médias pro-russes et des figures politiques locales qui remettent en question le rapprochement avec l'UE et défendent une voie "neutre" ou tournée vers l'Est. Certains hommes politiques moldaves n'hésitent pas à s'associer à la Russie et à envahir les discours politiques de messages géopolitiques de l'agenda politique de Moscou.

Les deux exemples les plus illustres de ces hommes politiques sont le chef du parti socialiste et ancien président de la Moldavie, Igor Dodon, et l'homme d'affaires fugitif Ilan Șor. Ils diffusent des récits étroitement alignés sur la désinformation russe dirigée contre la Moldavie et le gouvernement actuel. Ces deux personnages vont afficher une attitude protectrice à l'égard du dialogue stratégique entre la Moldavie et la Russie. Dans ses déclarations politiques, Dodon prône la reprise des relations amicales avec la Russie, en particulier dans le domaine commercial. Il va également critiquer l'actuelle présidente, Maia Sandu, pour sa position

« anti-russe » qu'il qualifie de non-représentative de la population. Şor emploie une rhétorique pro-russe encore plus forte, notamment dans sa prise de position sur son soutien ferme à l'adhésion de la Moldavie à l'Union économique eurasienne.

Ces deux hommes sont également le miroir du discours anti-UE de Moscou. Şor soutient que l'adhésion à l'UE aggraverait la situation du pays, provoquant « plus de pauvreté, de famine et d'esclavage ». Quant à Dodon, bien que son langage soit plus modéré, il promeut l'idée que contrairement à Moscou, les ambassadeurs occidentaux/européens toléreraient les politiques controversées mises en œuvre par le gouvernement de Chişinău.

D'autres figures politiques, comme Irina Vlah, ancienne gouverneure de Gagaouzie et candidate indépendante à l'élection présidentielle moldave de 2024, soutiennent un discours ambigu défendant une voie neutre.

Figure 2: The Convergence/Overlapping of Geopolitical Narratives Produced Locally in Moldova with Russian Rhetoric Against the EU and the Moldovan Government.

Dodon	Shor	Vlah
12. Anti-Russian positions and sanctions are illegitimate.	10. Moldova should resume good relations with Russia.	
13. It is necessary to resume good relations with Russia (language, trade, etc.).	11. Moldova should join the Eurasian Economic Union and not leave the CIS (investments, etc.).	9. Neutrality is beneficial for peace.
14. Moldova's foreign policy must be balanced.	12. The Moldovan government blocks cheaper gas from Russia.	10. The referendum on EU integration should be combined with neutrality.
15. Preservation of neutrality equals peace.	13. Neutral status should not be undermined	11. Moldova should develop good relations with everyone
	14. Sanctions against Russia and the anti-Russian position affect Moldovan citizens.	

Figure 3: East-West Divide in Geopolitical Narratives Employed by Local Political Actors in Moldova, November 2023–December 2024.

	Dodon	Shor	Vlah
Pro-Russian	1. "The anti-Russian posture of the government does not represent people;" government does not represent people;	1. Moldova should have a balanced foreign policy, putting relations with the EU and Russia on an equal footing.	1. Moldova should have good relations with everyone.
	2. "Trade and friendly political relations should be restored;" relations should be restored;	2. Trade and friendly political relations should be restored;	2. Neutrality is beneficial for peace.
	3. Russian should remain the language of inter-ethnic communication.	3. Moldova should join the Eurasian Economic Union and not leave the CIS.	
	4. Neutrality should be preserved.	4. The supply of cheaper Russian gas is being blocked by the government.	
	5. Moldova should have a balanced foreign policy, putting relations with the EU and Russia on an equal footing.	5. Neutral status should not be undermined.	
		6. Western sanctions on Russia affect Moldovan citizens.	
Anti-EU	1. The West/EU tries to drag Moldova into the war in Ukraine.	1. EU integration has imposed economic costs on Moldova due to the loss of opportunities linked to the Eurasian Economic Union.	1. The EU overlooks the deviations of the government.
	2. The West/EU controls Moldovan decision-makers;	2. Moldova has no prospect of joining the EU any time soon.	2. The appointment of Romanian citizens is national treason.
	3. Key positions in state institutions are offered to Romanian citizens.	3. The EU is humiliating Moldova.	
	4. Gas infrastructure is being taken over by Romanian companies.	4. EU integration means the loss of sovereignty.	
	5. The embassies of EU states are tolerating the actions of the government.	5. The EU is outdated and financially bankrupt.	
	6. The adoption of EU norms imposes costs on the Moldovan population (local producers and farmers), as well as harming traditional values.	6. Romania plans to annex Moldova.	
		7. Romania is taking control of Moldova through the appointment of Romanian citizens to key state positions.	
		8. The embassies of EU states (including the EU delegation) are tolerating the actions of the government.	

Figure 4: Functions of the Narratives. Examples of Narratives Launched by the Russian Foreign Ministry and Local Political Actors in Moldova, November 2023–December 2024

	Dismiss	Distort	Distract	Dismay
Russian MFA	1. Russian-speaking minorities in Ukraine.	1. The 5+2 format/ negotiation process is being dismantled.	1. Moldova's support for Ukraine contradicts Moldova's neutrality status. 2. The EU is losing its economic relevance.	1. Weaponization of Moldova against Russia. 2. Moldova's alignment with EU sanctions against Russia.
Dodon	1. The war in Ukraine is a tragedy.	1. EU integration without the Transnistrian region. 2. The blind transposition of EU rules produces costs (farmers, population, etc.). 4. EU (embassies) overlooks government abuses. 5. The government's attitude toward minorities contradicts EU rules. 6. Under EU rules, fraudulent schemes can occur.	1. Moldova should have a balanced foreign policy.	1. External intentions to involve Moldova in the war in Ukraine. 2. Government and state institutions controlled by the West (Romania, Soros, etc.). 3. Control of critical infrastructure taken over by Romania (in the transportation of natural gas). 4. The government is destabilizing the Transnistrian region through coercive economic measures.
Shor		1. The EU ignores the government's decisions (sanctions on television channels, Gagauzian issue, etc.). 2. EU accession is not a viable project. 3. The EU has limited resources for the development of Moldova. 4. EU standards are equal to Nazi-level propaganda.	1. EU integration means loss of benefits from the Eurasian Economic Union. 2. Moldova has to buy cheaper Russian gas. 3. Moldova should join the Eurasian Union and not leave the CIS.	1. The EU treats Moldova as a colony and carries costs (poverty, famine, slavery, etc.). 2. Accession to the EU means loss of sovereignty. 3. Romania seeks annexation (appointments of Romanian specialists to key positions, etc.).
Vlah		1. Moldova cannot join the EU with populist EU forces. 2. EU ignores government deviations 3. The appointment of Romanian citizens to key positions is national treason.	1. Moldova should be friend with everyone.	
Ceban		1. Moldovan government is deviating from EU norms and standards (appointment of Romanian citizens, etc.).		

Chapitre 5 : récits et acteurs d'influence principaux de l'UE en République de Moldavie

I- Les récits d'influence de l'UE en Moldavie entre soft power normatif et logiques d'influence.

L'Union européenne développe quant à elle en Moldavie un ensemble de discours stratégiques visant à affirmer sa présence, renforcer son attractivité, et contrer l'influence concurrente de la Fédération de Russie. En plus des énoncés diplomatiques et institutionnels, ces discours sont aujourd'hui déclinés à travers une diversité de canaux médiatiques, éducatifs, culturels et symboliques, et s'inscrivent dans une logique de projection de soft power à vocation transformationnelle.

L'un des axes majeurs du discours européen en Moldavie repose sur la promotion de l'UE comme un acteur de stabilité, de sécurité et de résilience démocratique. Depuis 2022, la mise en avant de la solidarité européenne face aux crises régionales, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine, de la crise énergétique ou des flux migratoires, s'est intensifiée. L'UE, dans sa logique de résilience, se positionne ainsi comme un « partenaire fiable et protecteur », en insistant sur son soutien à l'intégrité territoriale moldave, au renforcement des capacités étatiques (cybersécurité, gestion des frontières, gouvernance) et à la résistance face aux ingérences extérieures. Ce discours vise autant à rassurer qu'à encadrer, en construisant la légitimité (que discrédite la Russie) de l'ancrage européen comme condition de survie étatique.

Par ailleurs, un second registre narratif, plus centré sur les retombées concrètes de l'intégration européenne, met en avant les bénéfices socio-économiques de la coopération UE-Moldavie. À travers une communication

orientée vers les "résultats visibles", projets d'infrastructure, soutien aux PME, développement rural, aide humanitaire, l'UE cherche à incarner une Europe tangible, proche du quotidien des citoyens. Ce discours est souvent relayé par des campagnes de communication positives (vidéos de témoignages, spots télévisés, événements publics), avec pour objectif de construire une identification symbolique à l'« Europe des solutions » face à un État souvent perçu comme défaillant.

Un troisième volet, qui s'inscrit dans la dynamique de puissance normative de l'UE, mobilise des thématiques telles que la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme. Ici, l'UE adopte une posture prescriptive, en conditionnant son soutien financier et politique à l'avancée des réformes structurelles (justice, transparence, liberté des médias). Ce discours insiste sur la compatibilité entre les "valeurs européennes" et l'avenir politique de la Moldavie, tout en soutenant activement les acteurs non-étatiques : ONG, médias indépendants, universitaires. En somme, il véhicule une vision téléologique du progrès démocratique, dans laquelle l'UE se positionne à la fois comme modèle, mentor et financeur.

Cependant, ces discours ne sont ni monolithiques ni incontestés. D'une part, les récits européens sont adaptés à différents publics cibles : à la fois aux jeunes urbains, mais aussi aux minorités nationales et au monde rural. Et ces récits se déclinent à travers des formats variés (séries web, festivals, formations, publications multilingues). Cette segmentation témoigne d'une volonté stratégique de pénétrer l'espace informationnel local de manière fine, mais elle soulève aussi des tensions entre universalité des valeurs et spécificité des contextes culturels.

D'autre part, ces efforts de communication sont confrontés à des limites structurelles. La réception des messages européens reste hétérogène : si une partie de la population, notamment pro-européenne et russophone modérée, y adhère, d'autres y voient une forme d'ingérence culturelle ou une rhétorique technocratique déconnectée de la réalité sociale.

Enfin, la dimension performative des discours européens mérite d'être interrogée. Derrière les messages affichés de paix, de solidarité ou de prospérité, les communications de l'UE participent aussi à une guerre d'influence informationnelle. Si ces discours visent à "gagner les cœurs et les esprits", ils traduisent également une stratégie géopolitique visant à encadrer les imaginaires politiques post-soviétiques, à fixer les horizons de désirabilité, et à orienter les choix de politique étrangère.

Les messages informationnels diffusés par l'Union européenne en Moldavie ne relèvent pas uniquement de la pédagogie politique ou de la coopération désintéressée. Ils constituent un instrument stratégique dans un champ discursif concurrentiel, où se joue une lutte pour la légitimation des récits, des identités et des alliances.

II- Les acteurs d'influence de l'UE en Moldavie.

De nombreux acteurs pro-européens jouent un rôle crucial pour promouvoir l'intégration européenne et contrer les récits russes. Les institutions officielles de l'UE, telles que la Délégation de l'Union européenne à Chișinău, sont en première ligne pour diffuser des informations sur les projets de coopération, les aides financières et les réformes soutenues par Bruxelles.

Sur le plan politique interne, la présidente Maia Sandu et son parti, Action et Solidarité (PAS), incarnent la ligne pro-européenne. Leur discours repose sur l'idée que l'Union européenne est un moteur de modernisation, de lutte contre la corruption et de croissance économique. Les ministères moldaves liés aux Affaires étrangères ou à l'intégration européenne contribuent également à cette stratégie de communication en relayant les bénéfices d'un rapprochement avec l'UE.

La société civile et les médias indépendants sont d'autres piliers essentiels de cette influence européenne. Des organisations et des think tank comme WatchDog.MD, Expert-Grup ou Promo-LEX s'impliquent dans l'éducation aux médias, la lutte contre la désinformation, et la promotion des valeurs démocratiques. Ces efforts sont renforcés par des plateformes de fact-checking telles que StopFals.md, qui démentent activement les narratifs pro-russes. Tandis que des médias indépendants comme TV8, Ziarul de Gardă ou Radio Europa Liberă diffusent des contenus critiques à l'égard de l'influence russe et valorisent les initiatives soutenues par l'UE.

Il y a également des partenaires internationaux qui agissent en complément des efforts européens, tels que USAID, le Conseil de l'Europe ou la coopération allemande (GIZ). Ces derniers contribuent à renforcer la résilience informationnelle du pays.

Ensemble, ces acteurs forment un écosystème d'influence pro-européen qui tente de consolider l'orientation occidentale de la Moldavie face aux pressions informationnelles et géopolitiques exercées par la Russie.

En 2016, l'étude « Soft, Normative and Transformative power : What Do the EU's Communications with Eastern Partners Reveal About its Influence ? » a

brossé un tableau des acteurs qui communiquent au nom de l'UE et des États membres et ont dressé la carte des acteurs les plus actifs dans le pays.

Table 5: Actors active on behalf of the EU/member states in Moldova

EU institutions			
Commission	+		
EAS	+		
Delegation	+		
European Parliament	+		
Member states	Active governments	Active ambassador	Active technical assistance
Belgium		+	n.a.
Czech Republic	+	+	
France		+	
Germany		+	
Hungary		+	
Italy		+	
Netherlands		+	
Poland		+	
Romania		+	
Sweden	+	+	
UK		+	

Les communications de l'UE analysées ci-dessus pour la période de février-mars 2016 fournissent un aperçu précieux des tendances et des acteurs, même si la durée limitée de l'analyse oblige à la prudence dans la généralisation des résultats. Ce tableau montre que les ambassadeurs des États membres de l'UE étaient les principales voix qui transmettent les messages de l'UE dans l'arène nationale.

De fait, les États membres, leurs gouvernements et leurs ambassadeurs sont indispensables pour communiquer sur l'engagement de l'UE dans son voisinage. Un certain nombre d'ambassadeurs actifs font entendre la voix des politiques de l'UE et transmettent les normes et les valeurs de l'UE.

Elles établissent l'ensemble des concepts et des politiques sous-jacentes contenus dans les communications officielles de l'UE et transmis par les acteurs engagés en Moldavie. La présence de ces communications officielles ne garantit pas en soi que les normes, valeurs et messages de l'UE soient diffusés parmi les élites, les médias ou le public. Il convient d'étudier les processus et les canaux de communication, les principaux acteurs des élites et des médias, ainsi que les perceptions des citoyens, afin de mieux comprendre si les messages de l'UE ont atteint et peuvent atteindre les citoyens. En outre, la perception des communications par les citoyens et les experts devrait être vérifiée.

Ce constat demeure largement d'actualité aujourd'hui. Bien que l'étude date de 2016, les dynamiques qu'elle décrit, en particulier le rôle central des ambassadeurs des États membres dans la communication des messages de l'UE dans les pays partenaires, restent valables dans de nombreux contextes. Les États membres et leurs représentants diplomatiques continuent de jouer un rôle essentiel dans la diffusion des politiques, des normes et des valeurs de l'UE, notamment dans son voisinage oriental.

De plus, les enjeux liés à la perception et à la réception des messages européens par les élites locales, les médias et les citoyens restent cruciaux. L'efficacité de la communication de l'UE ne dépend pas seulement de la présence d'un message officiel, mais aussi de sa transmission, de son appropriation et de sa compréhension par les différents publics. Il reste donc nécessaire d'étudier les canaux utilisés, les relais d'opinion locaux, ainsi que la manière dont les messages sont perçus, pour évaluer l'influence réelle de l'UE.

Chapitre 6 : axes de recherches

Du fait que ce mémoire constitue une première étape de réflexion, principalement théorique, celui-ci m'a guidé vers des axes de recherches qui pourront être explorés dans le cadre élargi du mémoire de deuxième année.

Ce mémoire de deuxième année pourrait se concentrer sur une analyse plus fine des récits en circulation, des dynamiques de réception locale et des stratégies de communication déployées par les différents acteurs en Moldavie.

D'abord, il s'agira d'interroger la capacité réelle de l'Union européenne à mener une guerre informationnelle efficace face à la stratégie narrative bien rodée de la Russie. Cette réflexion pourrait se décliner à travers une étude comparative des récits diffusés par les deux blocs et de leur réception en Moldavie : qui adhère aux récits pro-russes, pour quelles raisons, et avec quels types de justifications ? Une attention particulière sera portée aux facteurs de désillusion envers le modèle occidental (corruption persistante, promesses européennes non tenues, fractures internes) qui alimentent un terrain favorable à la remise en cause des valeurs européennes.

Un autre axe important consistera à analyser les ressources symboliques du discours autoritaire russe, qu'il s'agisse de l'exaltation de l'ordre, de la souveraineté, du traditionalisme, de la mémoire soviétique ou encore de l'orthodoxie. Dans quelle mesure ce modèle autoritaire peut-il apparaître attractif pour une partie de la population moldave ?

La question de la langue, dans un État plurilingue comme la Moldavie, constituera également un angle d'analyse pertinente : en quoi l'absence de législation claire sur une langue unique peut-elle être perçue comme un facteur d'instabilité ou un obstacle à la démocratie ?

L'ensemble de ces réflexions nourrit une problématique plus large centrée sur la capacité d'un État vulnérable à reconstruire sa souveraineté informationnelle face à une puissance étrangère disposant d'outils massifs de désinformation. Une attention particulière sera accordée à l'évolution récente : les communications de l'Union européenne sont-elles aujourd'hui, en 2025, bien reçues en Moldavie ? Ou assiste-t-on à un mouvement de désoccidentalisation dans les représentations collectives ?

Enfin, une étude comparative de l'efficacité des communications de l'UE et de la Russie pourrait permettre de mieux cerner la portée réelle du soft power européen, en lien avec les normes et les valeurs qu'il véhicule. Cette recherche pourrait également se pencher sur les discours publics des autorités moldaves face aux crises actuelles (guerre, migration, désinformation, instabilité économique) et sur les stratégies rhétoriques mobilisées pour inscrire ces enjeux dans une perspective plus large de souveraineté, de sécurité et de légitimité démocratique. Il conviendra également d'analyser comment ces récits sont perçus, contestés ou réappropriés par d'autres acteurs (médias, société civile, opposition) afin de mieux comprendre la dynamique informationnelle dans son ensemble.

Conclusion

La guerre de l'information en République de Moldavie illustre de manière exemplaire les tensions géopolitiques actuelles entre deux modèles de pouvoir : celui, normatif et résilient, de l'Union européenne, et celui, coercitif et offensif, de la Russie. À travers ce mémoire, nous avons exploré comment ces deux puissances s'affrontent non plus seulement sur le terrain diplomatique ou militaire, mais dans les esprits, par le biais de récits concurrents, de stratégies médiatiques sophistiquées et de jeux d'influence profondément enracinés.

L'Union européenne, historiquement pensée comme une puissance douce et transformatrice, tente de faire valoir ses valeurs démocratiques, son soutien au développement et son modèle institutionnel en Moldavie. Toutefois, ses efforts se heurtent à de nombreuses limites : un déficit de communication stratégique, une perception locale parfois distante, et une fragmentation politique interne moldave qui freine l'adhésion populaire à son projet.

De l'autre côté, la Russie déploie un arsenal informationnel offensif, s'appuyant sur des relais médiatiques, des figures politiques locales et des récits calibrés pour exploiter les fractures sociales, identitaires et historiques du pays. Cette stratégie vise à affaiblir la trajectoire pro-européenne de la Moldavie en valorisant des ressources symboliques fortes telles que la mémoire soviétique, l'orthodoxie, le conservatisme et en entretenant une image négative de l'Occident.

Pris entre ces deux logiques d'influence, la Moldavie apparaît comme un champ d'affrontement informationnel asymétrique. Ce petit État, aux institutions encore fragiles et à l'espace médiatique polarisé, reste vulnérable aux ingérences extérieures. Si des efforts sont faits, tant du côté européen que de la société

moldave, pour renforcer la résilience informationnelle, ceux-ci restent en grande partie à consolider.

Ce mémoire a donc permis de poser les fondations théoriques et contextuelles nécessaires pour comprendre les enjeux de cette guerre de l'information. Dans un monde où les lignes de front se déplacent désormais dans le champ de l'opinion publique, la Moldavie nous offre un observatoire précieux pour penser les nouvelles formes d'influence, de souveraineté et de légitimation politique. Ce n'est plus seulement une question d'alliance géopolitique, mais une bataille pour le récit, pour la mémoire, et pour l'avenir d'un pays à la croisée des mondes.

Bibliographie :

Articles académiques :

- Albu, N. (2024). Hybrid Threats for Republic of Moldova Generated by the Russian Military Invasion in Ukraine. In F.-C. Cirstoiu, V. Juc, C. Pop, P. Min, & C. Barna (Éds.), *Medical Response Strategy in Case of Radiation Emergency Caused by the War in Ukraine* (p. 25-38). Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-024-2266-5_3
- Armanavičiūtė, A. (2018). *Under the influence of giant : Russia's soft power towards moldova* / [Vilniaus universitetas.]. <https://epublications.vu.lt/object/elaba:35408446/>
- Aurelian, L. (s. d.). *Information security of Rrepublic of Moldova in the context of Russia – west contradictions*. https://ibn.idsi.md/vizualizare_articol/192962
- Cantir, C., & Kennedy, R. (2015). Balancing on the Shoulders of Giants : Moldova's Foreign Policy toward Russia and the European Union. *Foreign Policy Analysis*, 11(4), 397-416. <https://doi.org/10.1111/fpa.12051>
- Cazacu, L. (2011). LE RÔLE DE LA LANGUE DANS LA CONSTRUCTION DU DISCOURS IDENTITAIRE NATIONAL EN RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE. *Studii și cercetări filologice. Seria Limbi Străine Aplicate*, 10, 219-223.

Cenușă, D. (2019). *EU policy on strengthening resilience in Moldova, Ukraine and Georgia. Between the rule of law and oligarchic influence*. CEPS Centre for European Policy Studies. <https://www.ceeol.com/search/book-detail?id=833747>

Cenușă, D. (2024). Russian Narratives and Resilience to Disinformation in Moldova

Chernin, V. (2024, mai 5). Gagauz Factor in Moldovan Politics : Russia Versus the EU. *Begin-Sadat Center for Strategic Studies*. <https://besacenter.org/gagauz-factor-in-moldova/>

Colon, D. (2023). SUBVERSION. THE STRATEGIC WEAPONIZATION OF NARRATIVES, Andreas Krieg, Washington D.C., Georgetown University Press, 2023, 252 pages. *Politique étrangère*, 3, 192-193. <https://doi.org/10.3917/pe.233.0192>

Dimitrova, A., Frear, M., Mazepus, H., Toshkov, D., Boroda, M., Chulitskaya, T., Grytsenko, O., Munteanu, I., Parvan, T., & Ramasheuskaya, I. (2017). *The Elements of Russia's Soft Power : Channels, Tools, and Actors Promoting Russian Influence in the Eastern Partnership Countries*. <https://doi.org/10.17169/refubium-25219>

Diitrova, Antoaneta; Boroda, Maxim; Chulitskaya, Tatsiana; Berbeca, Veaceslav; Parvan, Tatiana (2016) Soft, Normative or Transformative Power: What Do the EU's Communications with Eastern Partners Reveal About its Influence? <https://refubium.fu-berlin.de/handle/fub188/21861>

Francis Scott Nelson. A comparison of russian narratives in moldovan internet news to russian narratives throughout central and eastern Europe

<https://jscholarship.library.jhu.edu/server/api/core/bitstreams/14f3fd50-525b-41a4-8bd2-806c6b044972/content>

Henry, V. (2016, avril). *La Moldavie : Un peuple en otage*. <https://hal.science/hal-01404542>

Henry, V. (2017). *La gouvernance à l'européenne et ses aléas : Le cas de la Moldavie*.

<https://doaj.org/article/242f22cc3a304a37b6a83eef587984c4>

Marin, B. (s. d.). *Risk factors in the context of information warfare and the consequences for the Republic of Moldova*. https://ibn.idsi.md/vizualizare_articol/62820

Parmentier, F. (2004). État, politique et cultures en Moldavie. *Revue internationale et stratégique*, 54(2), 152-160. <https://doi.org/10.3917/ris.054.0152>

Parmentier, F. (2022). La Moldavie à l'épreuve de la guerre en Ukraine. *Revue internationale et stratégique*, 127(3), 19-27. <https://doi.org/10.3917/ris.127.0019>

Parmentier, F. (2024). Que reste-t-il de l'influence russe en Europe centrale à la suite de la guerre en Ukraine ? *Revue internationale et stratégique*, 135(3), 163-169.

<https://doi.org/10.3917/ris.135.0163>

Putina Natalia Strengthening the resilience of states against hybrid threats – lessons for the Republic of Moldova https://ibn.idsi.md/vizualizare_articol/211004

Simionov, L. M. (2023). Shifting attitudes towards identity, borders and geopolitical choices : The case of Moldova. *Regional Science Policy & Practice*, 15(1), 200-222.

<https://doi.org/10.1111/rsp3.12613>

Solik, M., & Graf, J. (2023). Russia as a hybrid threat to Moldova in the context of the Russian–Ukrainian war. *International Politics*. <https://doi.org/10.1057/s41311-023-00536-7>

Stanescu Marina Understanding Hybrid Threats and their Societal Impact – Republic of Moldova Case Study <https://sciendo.com/article/10.2478/raft-2023-0030>

Sveatoslav, B. (s. d.). *Războiul informațional ca modalitate de constituire a realității politice (Repere pentru Republica Moldova)*. https://ibn.idsi.md/vizualizare_articol/97018

Articles de presse :

David Colon. *Les objectifs et méthodes de la guerre de l'information*. (s. d.).

<https://www.diploweb.com/La-guerre-de-l-information-cherche-a-accelerer-la-decomposition-des-societes-democratiques.html>

Johnson, G. (2023, juin 1). *La Moldavie agite la menace russe*. Le Monde diplomatique.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2023/06/JOHNSON/65847>

Moldavie : Ces ingérences russes « sans précédent » pour perturber des élections cruciales.

(2024a, octobre 19). L'Express. <https://www.lexpress.fr/monde/moldavie-ces-ingerences->

[russes-sans-precedent-pour-perturber-des-elections-cruciales-PAH63HGS3RD4TGDYRV4GB2FCMQ/](#)

Moldavie : Ilan Shor, « l'homme du Kremlin » qui déstabilise le pays. (2024b, octobre 22).

L'Express. <https://www.lexpress.fr/monde/europe/moldavie-ilan-shor-lhomme-du-kremlin-qui-destabilise-le-pays-PV4H2R6CJVGFNPQNUFVXL762M/>

Ouvrages :

Defending Democracy in an Age of Sharp Power. (s. d.). Journal of Democracy.

<https://www.journalofdemocracy.org/books/defending-democracy-in-an-age-of-sharp-power/>

La guerre de l'information : les États à la conquête de nos esprits – David Colon

<https://www.tallandier.com/livre/la-guerre-de-linformation/>

The Weaponisation of Everything : A Field Guide to the New Way of War - Galeotti by Baev –

Peace Research Institute Oslo (PRIO). (s. d.).<https://www.prio.org/journals/jpr/booknotes/301>

Rapports :

Hybrid CoE Working Paper 23 : The Russian hybrid threat toolbox in Moldova: economic, political and social dimensions. (s. d.). *Hybrid CoE - The European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats*. Consulté 8 décembre 2024, à l'adresse

<https://www.hybridcoe.fi/publications/hybrid-coe-working-paper-23-the-russian-hybrid-threat-toolbox-in-moldova-economic-political-and-social-dimensions/>

Lambert, M. E. (2018). De Prague à Riga : Stratégies de mise en place du soft power de l'Union européenne dans les États du Partenariat oriental. *Trajectoires. Revue de la jeune recherche franco-allemande*, 11, Article 11. <https://doi.org/10.4000/trajectoires.2568>

Lambert, M. É. (2022). Les séparatismes pro-russes en Moldavie. *Revue Défense Nationale*.
Le Parlement condamne les ingérences russes en Moldavie | Actualité | Parlement européen.
(2024, octobre 9). <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20241003IPR24421/le-parlement-condamne-les-ingerences-russes-en-moldavie>

Les faits sans le faux : Lutter contre la désinformation, renforcer l'intégrité de l'information.
(2024, mars 4). OCDE. https://www.oecd.org/fr/publications/les-faits-sans-le-faux-lutter-contre-la-desinformation-renforcer-l-integrite-de-l-information_4078bb32-fr.html

Moldavie Archives. (s. d.-b). *EU vs Disinfo*. Consulté 20 mai 2025, à l'adresse
<https://euvdisinfo.eu/fr/moldova-fr/>